

# Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur la situation politique en Egypte, à Paris le 18 août 2013.

J'ai accueilli ce soir, le ministre des Affaires étrangères d'Arabie Saoudite qui était lui-même porteur d'un message de sa majesté le Roi, sur la situation en Egypte.

Je n'entends pas participer à l'ingérence dans la vie politique égyptienne. Toutefois, la France est préoccupée par les violences qui se sont produites et par les morts qui ont été trop nombreux.

Nous avons une responsabilité commune, les pays arabes, l'Europe, la France, de faire en sorte que ces violences cessent, que les autorités politiques égyptiennes puissent prendre la feuille de route comme référence pour les semaines qui viennent et permettent ainsi l'organisation d'élection, dans un délai rapide, de façon à ce que le peuple égyptien puisse lui-même s'exprimer. Il n'est pas acceptable qu'il y ait dans un grand pays comme l'Egypte, des violences de ce niveau. Si la liberté de manifester doit être respectée, la sécurité aussi. Donc nous avons ce devoir, nous les pays qui avons pour l'Egypte une relation de confiance et d'amitié, de tout faire, pour que les violences cessent, pour que le dialogue politique puisse être engagé et que le peuple égyptien puisse s'exprimer comme cela avait été prévu il y a plusieurs semaines.

Tel est le message que j'ai moi-même transmis. Je pense que l'Arabie saoudite, la France, peuvent elles-même contribuer, à leur place, au retour à ce processus qui est le seul possible pour l'Egypte.